



République du Niger
Comité National du Code Rural
Secrétariat Permanent du Code Rural



Pourquoi les personnes sous-alimentées sont-elles en majorité des producteurs ruraux ?

Résumé d'un document

Selon la FAO, les trois quarts des personnes en situation de sous-alimentation chronique sont des ruraux. Le Niger n'échappe pas à ce constat. Et les 25% d'urbains sous-alimentés sont souvent des familles de paysans condamnés à l'exode.

Comment est-il possible que la majorité des personnes sous-alimentées soit des producteurs ruraux ?

Marcel Mazoyer explique ce paradoxe de manière très claire dans ce document, dont le SPCR propose un résumé :

- **Protéger la paysannerie pauvre dans un contexte de mondialisation**, FAO, Marcel Mazoyer, 2001
<http://www.fao.org/worldfoodsummit/msd/Y1743f.pdf>

L'agriculture du XIX^{ème} siècle a été transformée par la révolution agricole du XX^{ème}, c'est-à-dire l'essor de la motorisation, de la mécanisation, de la sélection de variétés de plantes et de races d'animaux, l'utilisation des engrais et produits phytosanitaires qui a permis d'atteindre une productivité de 1000 tonnes de céréales par travailleur. Un tiers des agriculteurs du monde n'a pas du tout été touché par cette révolution agricole : ils ne disposent que d'un outillage manuel et n'utilisent ni intrants, ni plantes ou animaux sélectionnés. Ce système leur permet de produire environ 1 tonne de céréales/travailleur.

L'écart de productivité entre les systèmes de production du monde est ainsi passé de 1 à 5 tonnes de céréales/travailleur au XIX^{ème} siècle à un écart de 1 à 1000 tonnes de céréales/travailleur à l'heure actuelle.

Ce gain de productivité a permis une diminution considérable du prix réel des céréales. D'autant plus que l'agriculture de certaines zones du monde bénéficie de conditions favorables (faible coût du foncier, de la main d'œuvre) ou de subventions (pays développés). La production d'excédents permise par ces gains de productivité, le développement des transports, la libéralisation des échanges internationaux ont propagé partout dans le monde cette diminution des prix.

Ces prix faibles sont rémunérateurs pour les exploitants qui produisent en grande quantité. Par contre, pour les agriculteurs qui n'ont pas été touchés par la révolution agricole, ces prix couplés à une faible production ont entraîné la diminution progressive des revenus. Ces

agriculteurs se sont ainsi retrouvés dans l'impossibilité d'investir pour développer leur système de production. On peut dire que cette diminution des prix agricoles a provoqué un **blocage du développement** pour toute une frange des producteurs.

Mais la diminution des prix ne s'est pas arrêtée là ! Et leurs revenus sont devenus peu à peu insuffisants pour renouveler l'outillage et acheter les biens de consommation nécessaires au ménage. Ces paysans se retrouvent contraints de décapitaliser (vente du cheptel, outils mal entretenus, et pour finir vente des terres) et de sous-consommer pour survivre. Ils deviennent ainsi extrêmement vulnérables à tous les aléas (sécheresse, invasion de prédateurs, maladie des plantes, des animaux ou des hommes). Cette situation conduit aussi à la dégradation de l'écosystème cultivé, les paysans, mal nourris et mal outillés, n'étant plus en mesure de l'entretenir. A terme, ces producteurs ne peuvent même plus se nourrir et se retrouvent bien souvent condamnés à l'exode rural.

La mise en concurrence de systèmes de production ayant des écarts de production si élevés a ainsi conduit inexorablement à la paupérisation des paysans à l'écart des innovations agricoles.

Cet appauvrissement d'une partie de la paysannerie, dramatique pour ces populations, a également des conséquences sur toute la société :

- La dépendance alimentaire s'accroît, ce qui a également pour conséquences de réduire les ressources en devises,
- Les ruraux ont un très faible pouvoir d'achat (selon le PNUD : 2,8 milliards de personnes disposent de moins de 2 dollars par jour), ce qui les empêche de consommer des biens dont ils ont pourtant besoin.

Finalement la régulation de la production agricole par le libre-échange réduit non seulement la production, en ne permettant pas aux producteurs d'investir et ainsi d'accroître leur production, mais aussi la consommation, en diminuant leurs revenus. Ce n'est pas ainsi que l'on pourra atteindre la sécurité alimentaire et c'est en outre un véritable frein à l'économie mondiale.

Ce raisonnement conduit à une proposition évidente pour réduire la pauvreté, la sous-consommation, la sous-alimentation : le « **relèvement progressif, important et prolongé des prix des denrées agricoles dans les pays en développement** ».

Cela permettrait de :

- Augmenter les revenus de la paysannerie sous-équipée, et ainsi d'investir et de se développer,
- Limiter la pauvreté extrême en milieu rural et la sous-alimentation,
- Relever le niveau des salaires et des autres revenus,
- Accroître les recettes fiscales et la disponibilité des devises, et ainsi augmenter la capacité d'investissement de l'Etat,
- Elargir la demande solvable au niveau mondial et augmenter la demande.

Cette augmentation doit être progressive car les bénéfices de cette mesure sont lents, alors que les effets négatifs pour les ménages pauvres de l'augmentation des prix seront immédiats. Elle peut aussi s'accompagner d'une aide alimentaire, prévue de manière à ne pas faire diminuer les prix.

Pour permettre le relèvement des prix, il est nécessaire en premier lieu de définir un nouveau mode de régulation des échanges agricoles internationaux. Il s'agit de protéger le marché agricole, tout en permettant l'entrée de vivres en cas de besoin, et d'empêcher la formation d'excédents agricoles vendus à bas prix sur les marchés extérieurs. Cette politique doit aussi être accompagnée de mesures d'encadrement de la production agricole (notamment politique foncière et appui technique).